



CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE



**7 Avenue André Roussin
Le Ponant Littoral
Bâtiment B
13016 MARSEILLE**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Approvisionnement en denrées alimentaires nécessaires à la
fabrication des repas à la Cuisine centrale du CCAS**

Date et heure limites de réception des offres :

Le vendredi 12 septembre 2025 à 12h00

CCAS DE CASTELNAU-LE-LEZ

Hôtel de Ville
Rue de la Crouzette
CS 40013
34173 CASTELNAU-LE-LEZ

Tél. : 04 67 14 27 89 ou 27 39 | Fax : 04 67 14 27 56 | Courriel : marches-ccas@castelnau-le-lez.fr
Profil acheteur URL : <https://marches.montpellier3m.fr>

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
1.6 - Renouvellement.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 – Étendue des prestations	4
2.3 - Forme juridique du groupement	5
2.4 - Variantes	5
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.5 - Développement durable	5
2.7 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
2.8 – Assistant à maîtrise d'ouvrage	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	7
5.1 - Documents à produire	7
5.2 - Visites sur site	9
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	10
7.1 - Sélection des candidatures	10
7.2 - Attribution des marchés	10
7.3 - Critères de jugement	10
8 - Renseignements complémentaires	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	11
8.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La consultation concerne :

Approvisionnement en denrées alimentaires nécessaires à la fabrication des repas à la Cuisine centrale du CCAS

Le présent marché a pour objet :

- l'élaboration des menus, l'approvisionnement en denrées alimentaires nécessaires à la fabrication des repas à la cuisine centrale du CCAS,

- la mise à disposition d'un assistant technique,

pour les EHPAD, le portage de repas à domicile, les structures Petite Enfance et l'école maternelle Madiba de la commune de Castelnau-le-Lez.

- le service des repas et l'entretien de l'office de l'EHPAD Les Mûriers,

Il s'agit, d'un marché ordinaire à « bordereau de prix » pour une quantité annuelle estimée de fourniture pour l'élaboration de 290 560 repas (petit déjeuner, déjeuner, goûter...), répartie comme suit :

Structure	Estimation quantité annuelle
EHPAD	186 500
Portage de repas	19 000
Crèche	76 350
École maternelle	8 710

Lieu(x) d'exécution : Cuisine centrale Via Domitia – 4, allée des Meulières - Castelnau-le-Lez (34170).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix mixte : prix unitaires pour la solution de base et prix forfaitaire pour la PSE.

Quantité estimée annuelle la solution de base
290 560 repas

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés eu égard à la nécessité technique de maintenir la cohérence des prestations.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
15800000-6	Produits alimentaires divers

1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

Avant fin octobre 2025, afin d'informer les candidats du renouvellement éventuel du contrat, sera publié un avis.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 (quatre) mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Étendue des prestations

Sans que ces chiffres soient un engagement du CCAS, la quantité de fourniture, pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2024, a donné les quantités suivantes :

❖ EHPAD

❖ Repas	EHPAD Via Domitia	EHPAD Les Muriers	Total
Déjeuner résident	16 800	29 400	46 200
Diner résident	16 900	29 500	46 400
Déjeuner personnel	600	700	1 300
Total	34 300	59 600	93 900

Prestation	EHPAD Via Domitia	EHPAD Les Muriers	Total
Repas	34 300	59 600	93 900
Petit déjeuner	17 000	29 600	46 600
Goûter	16 700	29 300	46 000
Total	68 000	118 500	186 500

❖ Portage repas à domicile

Prestation	Total
Repas complet – option 1	12 650
Repas complet + potage – option 2	3 850
Repas complet + vin – option 3	1 850
Repas complet + potage + vin – option 4	650
Total	19 000

❖ Structures Petite Enfance

Prestation	Crèche Charlotte Ferreres	Crèche Les Nymphéas	Crèche Madiba	Crèche La Ruche (ouverture janvier 2026)	Total
Repas « Petits » 3 à 18 mois	2 400	1 460	2 000	1 620	7 480
Repas « Grands » 18 à 48 mois	10 400	6 170	8 500	6 480	31 550
Total repas	12 800	7 630	10 500	8 100 *	39 030
Collation « petits » 3 à 18 mois	1 860	2 330	5 810	1 600	11 600
Collation « grands » 18 à 48 mois	9 750	5 170	4 400	6 400	25 720
Total collation	11 610	7 500	10 210	8 000 *	37 320
Total prestations	24 410	15 130	20 710	16 100	76 350

❖ École maternelle Madiba

Prestation	École maternelle
Repas	8 710

2.3 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Cette consultation donne la faculté aux candidats de répondre dans leur offre à la prestation supplémentaire éventuelle (PSE), telle que définie au CCTP. Celle-ci n'est donc pas obligatoire et son absence de réponse ne rendra pas l'offre irrégulière. L'offre sera présentée selon le Prix forfaitaire figurant à l'Acte d'Engagement :

Code	Désignation de la Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative
PSE	Service des repas et entretien des offices pour l'EHPAD Les Mûriers

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.7 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions des Cahiers des clauses qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

2.8 – Assistant à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Poivre et Sel Conseils Sarl
7, avenue André Roussin
Le Ponant Littoral – Bâtiment B
13016 MARSEILLE

Tél. : 09 86 20 33 07 | Courriel : emmanuel.roux@poivre-sel-conseils.com

Elle est représentée par : Monsieur Emmanuel ROUX.

Poivre et Sel Conseils est un cabinet spécialisé dans la restauration collective et notamment en matière de service de restauration municipale qui regroupe souvent les repas fournis au CCAS.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est de 2 (deux) ans fermes avec possibilité de reconduction pour 1 an de 2 fois maximum. L'exécution du marché aura lieu du 02/02/2026 au 02/02/2028.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon le budget Cuisine centrale du CCAS de Castelnau-le-Lez.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles 2192-10 à 2192-26 du Code de la commande publique. Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 (trente) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Lettre de candidature DC1 - Mâj 2019 - Code de la commande publique ;
- Déclaration du candidat DC2 - Mâj 2019 - Code de la commande publique ;
- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) / Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) Repas et Denrées annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- L'Annexe 1 du CCTP « Fiches Recettes » à compléter ;
- L'Annexe 2 du CCTP « Tableau engagements » à compléter ;
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ;
- L'attestation de visite.

Il est remis gratuitement à chaque candidat. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le

pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "**Dites-le nous une fois**". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le pli (dossier compressé) doit contenir 2 (deux) dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus sont décrits en annexe. La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de **20 Mo**.

5.1 - Documents à produire

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires **DC1 (lettre de candidature)** et **DC2 (déclaration du candidat)** fournis avec les pièces du DCE et aussi disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

❖ **Pièces de la candidature**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (<i>Extrait K-bis, délégations de pouvoirs...</i>)	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Pour les candidats dans l'impossibilité, à raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de fournir l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

❖ **Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Les bordereaux des prix unitaires (BPU) / Les détails quantitatifs estimatifs (DQE) Repas et Denrées annexes	Non
L'attestation d'acceptation sans réserve de l'ensemble des pièces du DCE (CCAP, CCTP et ses annexes...)	Non
L'Annexe 1 du CCTP « Fiches Recettes »	Non
L'Annexe 2 du CCTP « Tableau engagements »	Non
Le mémoire technique renseigné des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
L'attestation de visite, le cas échéant	Non

⚠ Le formulaire ATTR11, modèle d'acte d'engagement (AE), sera utilisé pour conclure le marché public avec le candidat pressenti attributaire.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Une visite obligatoire des locaux est prévue aux dates suivantes :

- 30 juillet 2025 à 13h30,
- 19 août 2025 à 13h30.

Le point de rendez-vous sera à la Mairie. Les candidats sont invités à s'inscrire auprès de Madame Anne FERRERES, dont les coordonnées téléphoniques sont le 04 67 14 27 28.

Le lieu d'exécution des prestations objet du présent marché sont :

Cuisine centrale
4 Allée des Meulières
34170 CASTELNAU-LE-LEZ

Même si la visite se déroule en dehors des heures de production, chaque personne devra venir équipée d'une tenue « visiteur » comprenant notamment blouse jetable, charlotte, sur-chaussures et masque. La tenue « visiteur » doit être mise juste avant d'entrer dans la cuisine. Le nombre de participant sera limité à 2 (deux) personnes par opérateur économique. Le certificat, fourni au DCE, devra obligatoirement être transmis avec l'offre.

L'opérateur économique ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des conditions de travail pour réclamer une quelconque plus-value, indemnité ou révision.

Au terme de la visite, un certificat de visite sera délivré. Ce dernier sera impérativement à joindre dans l'offre.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.montpellier3m.fr> .

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+ 01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

CCAS DE CASTELNAU-LE-LEZ
Service des Marchés publics
Rue de la Crouzette - CS 40013
34173 CASTELNAU-LE-LEZ

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont identiques à ceux des documents constituant le Dossier de consultation des entreprises (DCE).

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

- Le pli doit contenir 2 (deux) dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre ;
- La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de **20 Mo**.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 (six) jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152- 2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

7.3 - Critères de jugement

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45,00
2-Valeur technique	55,00

❖ **1-Prix des prestations 45,00 %**

Pour la Solution de Base, le critère Prix sera noté sur 45 points au vu du total des montants **TTC** portés aux détails quantitatifs estimatifs (DQE) relatifs aux Repas et Denrées annexes, par application de la formule suivante :

Note : $45,00 \times (\text{Offre moins disante} / \text{Offre du candidat})$

Pour la PSE, le critère Prix sera noté sur 45 points au vu du total des montants **TTC** portés aux détails quantitatifs estimatifs (DQE) relatifs aux Repas et Denrées annexes auquel s'ajoute le prix forfaitaire de la PSE, par application de la formule suivante :

Note : $45,00 \times (\text{Offre moins disante} / \text{Offre du candidat})$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (*de multiplication, d'addition ou de report*) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

De plus, dans le cas où des erreurs seraient constatées entre les indications portées sur les bordereaux des prix unitaires (BPU) et les détails quantitatifs estimatifs (DQE), les prix unitaires des BPU prévaudront et le montant des DQE seront rectifiés en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

❖ **2-Valeur technique** **55,00 %**

⚠ Pour faciliter l'appréciation de la valeur technique, un cadre du mémoire technique est fourni au DCE. Il a pour but d'uniformiser et de structurer les réponses des candidats.

Tous les critères seront effectivement pris en compte dans l'appréciation de l'offre. Il appartient aux candidats de n'en négliger aucun et de proposer la meilleure offre possible.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

L'ensemble des échanges avec les candidats, s'opérera uniquement par courrier électronique via le profil acheteur : <https://marches.montpellier3m.fr>.

Il est, par conséquent, demandé aux candidats de fournir une adresse e-mail générique, de lire les courriers électroniques adressés par la plateforme et de s'assurer que ces derniers ne soient pas placés en courrier indésirable.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.montpellier3m.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 (six) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montpellier

6, rue de Pitot
34063 MONTPELLIER

Tél : 04 67 54 81 00 | Télécopie : 04 67 54 81 56 | Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Montpellier

6, rue de Pitot
34063 MONTPELLIER

Tél : 04 67 54 81 00 | Télécopie : 04 67 54 81 56 | Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales
Place Felix-Baret - CS 80001
13 282 MARSEILLE CEDEX 06

Tél. : +33 484354554 | Fax : +33 484354460 | Courriel : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr
Adresse internet (URL) : <http://www.paca.pref.gouv.fr>